



UNITED NATIONS

ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Première réunion du Comité de l'information  
pour le développement

Addis-Abeba (Ethiopie)  
28 juin - 2 juillet 1999



Distr.: GENERAL

E/ECA/DISD/CODL.1/34  
25 mai 1999

FRANCAIS  
Original: FRANCAIS

Statistiques sur la pauvreté en Afrique  
(Note du Secrétariat)

## I. Introduction

1. Au cours du Sommet mondial pour le développement social, tenu à Copenhague du 6 au 12 mars 1995, 186 pays, parmi lesquels des africains, ont pris l'engagement d'éradiquer la pauvreté. Le système des Nations Unies et les autres agences internationales présentes ont déclaré leur volonté de consacrer en priorité leurs ressources aux projets visant à réduire, voire éradiquer, la pauvreté dans les pays bénéficiaires de leur assistance. Dans ce cadre, la lutte contre la pauvreté est devenue un aspect essentiel des négociations avec les pays en développement, une composante majeure et un des principaux critères d'évaluation des interventions.

2. Ces préoccupations ont été reprises et renforcées au niveau de l'équipe spéciale de la Banque mondiale chargée de l'évaluation de la pauvreté et de la Commission de statistique des Nations Unies au sein du groupe de Rio sur les statistiques de la pauvreté<sup>1</sup> et du groupe de Sienne sur les statistiques sociales. La pauvreté y a été définie comme l'un des domaines prioritaires de concentration des travaux de statistiques sociales, mettant ainsi l'accent sur l'importance des statistiques sur la pauvreté qui permettent d'en mesurer l'étendue, l'intensité et la sévérité.

3. Cette note introductive n'est pas une communication technique sur les statistiques de la pauvreté en Afrique. Elle répond tout simplement à l'appel lancé par certains Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) afin d'être informés sur les travaux en cours en Afrique dans ce domaine, à partir des expériences accumulées par les pays de la région, les organisations régionales et les agences internationales. Elle donne des indications générales sur la problématique de la mise en place d'un système d'information statistique sur la pauvreté et les principales méthodes d'évaluation et d'analyse de la pauvreté. Ce document invite les participants au Sous-comité sur la statistique à présenter leurs expériences en matière de statistiques et de mesure de la pauvreté, ainsi que les relations entre les aspects conceptuels et méthodologiques et les besoins des décideurs politiques, qui en sont les premiers utilisateurs.

## II. Système d'information statistique sur la pauvreté: mesure et analyse du phénomène

4. Les problèmes majeurs qui peuvent se poser aux statisticiens engagés dans la mise en place d'un système d'information statistique sur la pauvreté se résument comme suit :

- (a) la multiplicité des concepts et méthodologies existants ;
- (b) le choix judicieux des outils adaptés aux besoins d'information du pays et du moment, dans cet environnement multiple;

- (c) les difficultés d'arbitrage entre les différentes chaînes d'information; et,
- (d) la mise en place effective du système d'information lui-même.

5. Il y a une multitude de méthodes d'évaluation de la pauvreté, chacune étant étroitement liée aux caractéristiques du milieu où elle a été conçue. C'est ainsi que les organisations internationales, qui sont à base des mesures actuelles, sont positionnées en fonction de leurs natures respectives et de leur mandat, mais aussi en fonction de leur cadre de référence conceptuel. Les principales initiatives prises sont les suivantes :

- (a) la Banque mondiale est passée de l'optique pauvreté monétaire basée sur l'analyse des revenus des ménages à une optique observation du milieu et participation des bénéficiaires;
- (b) le Bureau International du Travail (BIT) se définit à partir du statut des individus sur le marché du travail renforcé par le droit économique à un emploi pour tous développé par l'Institut du BIT (« International Institute for Labour Studies »);
- (c) les pays de l'Europe du Nord, mettent quant à eux l'accent sur l'exercice du droit démocratique des individus et le genre ;
- (d) le PNUD, allie dans sa conception du développement humain la dimension monétaire à des dimensions qui tiennent compte de la valorisation des ressources humaines, principaux (voire uniques) biens en capital des pauvres ;
- (e) l'Union Européenne, s'est concentrée sur les causes ; alors que,
- (f) les ONG, ont un comportement beaucoup plus différencié par les situations particulières de chaque pays.

6. Malgré cette multiplicité des situations, les mesures les plus fréquemment utilisées peuvent être classées en trois grandes catégories :

- (a) les méthodes associées à la pauvreté absolue, mesures les plus utilisées dans les pays en développement;
- (b) les méthodes associées à la pauvreté relative, dont les pays développés sont les plus justiciables; et,
- (c) les méthodes associées à la pauvreté subjective, relativement récentes.

7. Au nombre des principales sources de difficultés<sup>2</sup> dans l'application de la méthode dite des lignes de pauvreté, on peut citer :

- (i) la définition des normes et standards ;
- (ii) la mesure de ces standards ;

<sup>1</sup> Les conclusions et recommandations des travaux de ce groupe de ville et du Séminaire de Rio sont accessibles sur Internet à l'adresse du site de l'*Instituto Brasileiro de Geografia y Estadísticos, IBGE* : <http://www.ibge.org/poverty>.

<sup>2</sup> Pour une information complète sur ce sujet voir: "La pauvreté dans les pays en développement: sa mesure statistique" (1/1998/C/1 23 Janvier 1998) préparé pour EUROSTAT par: M. Thierry Paccoud.

- (iii) la définition des concepts et l'utilisation fonctionnelle de la mesure choisie pour le revenu et la consommation des ménages;
- (iv) l'évaluation de la part des ménages dans les dépenses publiques sociales ;
- (v) les équivalences entre les différents types de biens de consommation; et,
- (vi) le choix des indicateurs<sup>3</sup> de pauvreté.

8. L'application de la méthode des besoins essentiels non satisfaits, proche de la précédente, pose les problèmes suivants :

- (i) l'agrégation des indicateurs relatifs aux biens de consommation et à leur utilité ainsi que l'identification des « pauvres »;
- (ii) la comparabilité dans le temps et dans l'espace découlant des problèmes de représentativité des échantillons affectée par leur instabilité; et,
- (iii) l'identification des besoins essentiels, des produits et services auxquels ils s'adressent, ainsi que leur répartition géographique, d'où la nécessité de mettre à profit les systèmes d'information géographiques pour établir les cartes de répartition de ces besoins essentiels non satisfaits.

9. En dehors des enquêtes auprès des ménages, les autres sources d'information pour la mesure et l'analyse de la pauvreté sont les suivantes:

- (i) les recensements de la population ;
- (ii) les comptes nationaux;
- (iii) les relevés administratifs et leurs indicateurs sectoriels, tels que ceux relatifs à la santé, l'éducation et l'emploi; et,
- (iv) les indicateurs composites ou synthétiques<sup>4</sup>, dont le plus connu au niveau international est l'indicateur du développement humain (IDH), et les tableaux de bord sociaux publiés dans certains pays comme le Sénégal.

10. Une certaine standardisation a été amorcée en ce qui concerne les indicateurs. En effet, en 1997, la Commission de Statistique des Nations Unies a retenu l'ensemble minimal de données sociales nationales (EMDSN, cf annexes 1A et 1B) comme l'instrument à utiliser aux niveaux international et national par les services nationaux de la statistique en ce qui concerne les besoins en

---

<sup>3</sup> Un indicateur est défini comme une statistique simple ou complexe calculée pour mesurer et interpréter une situation visant à suivre et évaluer les changements. Une statistique est un indicateur seulement quand il peut être utilisé pour le suivi des besoins pour et de l'impact des programmes et politiques. Trois types d'indicateurs sont couramment utilisés dans les études sur la pauvreté : les indices de mesure de l'ampleur de la pauvreté représentant la proportion de pauvres dans la population totale (« Head-count index »); les indices d'intensité de la pauvreté du type indice d'écart de la pauvreté (ou du revenu) (« Poverty gap index ») ; et, indices de sévérité de la pauvreté, du genre indices de Forster-Greer-Thorbecke.

<sup>4</sup> Il est important de faire la distinction entre indicateurs composites et statistiques sur la pauvreté. Les premiers sont liés à une demande émanant des besoins de la politique et des décideurs. Ils se situent donc en aval du travail statistique, alors que les seconds répondent à la demande des producteurs de l'information eux-mêmes, qui sont également chargés du suivi et de l'évaluation des politiques.

données pour la mise en oeuvre et le suivi des programmes sociaux adoptés par les récentes conférences internationales des Nations Unies, y compris les initiatives prises dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Dans un contexte plus général et dans le cadre de la coordination inter-agence des activités de compilation et de diffusion des indicateurs de suivi des conférences globales, la Division de Statistique des Nations Unies a développé un modèle pour la collecte de l'information relative aux indicateurs et une base de données pour stocker cette information. Cette base de données couvre tous les indicateurs produits par les agences au cours des deux dernières années. La base de données qui contient les statistiques et indicateurs essentiels pour la mesure et l'analyse de la pauvreté est accessible sur le site Internet de la DSNU à l'adresse <http://www.un.org/Depts/unsd>.

11. Les mesures de la pauvreté relative utilisent, quant à elles, les mêmes techniques que celles des lignes de pauvreté. La seule différence tient au fait que le budget normatif n'est pas dérivé de l'identification des ressources nécessaires pour satisfaire les besoins essentiels mais est défini en tenant compte de la distribution des revenus dans les ménages. Ce type de mesures est très peu utilisé dans les pays africains, car les appareils statistiques actuels de la région ne permettent pas d'atteindre ce niveau de finesse d'analyse.

### III. A propos des statistiques africaines sur la pauvreté

12. Très peu d'initiatives ont été prises aux niveaux national, sous-régional ou régional dans le domaine des statistiques sur la pauvreté malgré l'acuité du phénomène en Afrique et le rôle essentiel joué par ses mesures comme indicateurs sociaux du développement durable. En effet, plus de 45 pour 100 des habitants de l'Afrique Subsaaharienne vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Plus de la moitié de ces pauvres se trouve concentrée dans 5 pays de l'Afrique de l'Est et au Nigeria. Les principaux indicateurs de bien-être sont également à des niveaux alarmants, avec seulement 67 pour 100 de taux moyen de scolarisation primaire, 90 pour 1000 de taux de mortalité infantile, 52 ans d'espérance de vie à la naissance et l'insuffisance, voire le manque chronique de services sociaux de base. Ces indicateurs sont parmi les plus défavorables du monde et sont davantage accentués en milieu rural.
13. Les différentes initiatives sur la mesure et l'analyse de la pauvreté ont exclusivement été prises au niveau international, à savoir par la Banque mondiale, le Bureau International du travail (BIT), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), L'Union Européenne, les pays de l'Europe du nord et certaines Organisations non-gouvernementales (ONG). Les pays en développement, surtout ceux d'Afrique, semblent avoir été marginalisés dans la définition des concepts et méthodologies, ainsi que des outils d'évaluation utilisés. Cette situation a rendu difficile la production par ces pays de données fiables sur la pauvreté et la prise en compte effective des mesures de politique efficaces pour sa réduction, voire son éradication. Il convient donc de repenser l'orientation des activités dans ce domaine.

14. En Afrique, les méthodes basées sur la notion de pauvreté absolue et les besoins essentiels non satisfaits sont les plus utilisées. Elles sont basées sur les notions de lignes et profils de pauvreté et sur les besoins de base non satisfaits. Ces méthodes font une large part au revenu et à la consommation des ménages, d'où leur nom de méthodes de l'insuffisance du revenu ou de la consommation. De part leur nature, ces types de mesures de la pauvreté ont comme principale source de données les enquêtes auprès des ménages. En effet, ces enquêtes, surtout quand elles sont à couverture nationale, sont la source la plus importante d'informations directes sur les revenus et leurs utilisations et la distribution des niveaux de vie dans la société concernée, ainsi que sur les individus qui la constituent. Elles peuvent prendre des formes diverses : enquêtes budget-consommation, enquêtes lourdes répétées, du type enquêtes pour la mesure des niveaux de vie de la Banque mondiale (LSMS). Depuis 1997, les enquêtes de ce type ont été conduites dans 24 pays. Les enquêtes classiques auprès des ménages peuvent être complétées par des enquêtes sectorielles plus ciblées, telles que les enquêtes sur les dimensions sociales de l'ajustement (DSA), les enquêtes démographiques et sur la santé, les enquêtes légères sur les activités, telles que l'emploi, et les conditions de vie etc.

15. L'annexe II à la présente note fait le point des enquêtes menées dans la région dans ce domaine et telles que rapportées et/ou supportées par la Banque mondiale pour la période 1984-1995. Il en ressort que 18 pays africains n'ont mené aucune activité de définition d'une ligne de pauvreté au niveau national. Au niveau international, 21 pays n'ont bénéficié d'aucune initiative de ce type. Au cours de la même période, des initiatives nationales ont été prises dans seulement 21 pays, contre 19 au niveau international.

16. Les fichiers d'enquêtes exploitables pour la mesure et l'analyse de la pauvreté sont abondants au niveau des institutions internationales et même dans certains pays africains. L'obstacle majeur à leur organisation et à leur diffusion tient aux normes de confidentialité qui les couvrent. En effet, au niveau d'une institution active dans ce domaine comme la Banque mondiale, les droits d'utilisation des données par des clients extérieurs à la Banque n'existent que pour 3 pays, à savoir, le Ghana, la République d'Afrique du Sud et la République unie de Tanzanie.

#### **IV. Conclusions et recommandations**

17. Il est nécessaire de disposer de données de qualité provenant d'enquêtes régulières auprès des ménages pour évaluer l'impact des plans et programmes de développement sur les conditions de vie des populations, surtout les plus affectées par la pauvreté. Comme, il a été constaté plus haut, les enquêtes auprès des ménages qui constituent la première source d'information dans ce domaine doivent être relancées et les capacités des pays à mener de telles activités renforcées.

18. Il faut également améliorer la qualité et la circulation de l'information sur le sujet, notamment sur les principes directeurs gouvernant la définition des techniques et méthodes de collecte et de

traitement des données et les méthodologies de mesure et d'analyse de la pauvreté. De telles activités doivent être initiées avec la pleine participation des Etats membres, pour assurer la transparence dans la demande d'information et dans son mode de production. A cet égard, les capacités statistiques nationales doivent être renforcées par l'organisation d'ateliers nationaux et régionaux, pouvant être élargis aux commissions régionales qui ont accumulé une certaine expérience dans le domaine comme la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (ECLAC). Il faut également créer de véritables observatoires nationaux et sous-régionaux de la pauvreté en Afrique, transportant ainsi le travail statistique et de collecte sur le champ d'investigation.

19. En vue d'une certaine standardisation de l'information, les Etats membres devraient adhérer à des normes et standards de présentation de l'information admis sur le plan international, du type ensemble minimal de données sociales nationales (EMDS). La mise en œuvre de ces initiatives suppose la relance des programmes de systèmes d'enquêtes, comme les Programmes Nationaux d'Enquêtes sur les Ménages.

**Annexe I.A:**  
**Ensemble Minimal de Données Sociales Nationales**  
**(EMDSN)**

Les 15 indicateurs retenus pour l'ensemble minimal de données sociales nationales sont les suivants :

1. Population par sexe, âge et, le cas échéant, par groupe ethnique
2. Espérance de vie à la naissance, par sexe
3. Mortalité infantile, par sexe
4. Mortalité des enfants, par sexe
5. Mortalité maternelle
6. Taux d'utilisation des contraceptifs
7. Nombre moyen d'années de scolarisation complétées, en zone urbaine/rurale, et si possible, par classe de revenu
8. Nombre de personnes par pièce, non compris la cuisine et la salle de bain
9. Accès à l'eau potable
10. Accès à l'assainissement
11. Valeur monétaire du panier de la ménagère nécessaire pour satisfaire les besoins nutritionnels minimaux
12. PIB par habitant
13. Révenu des ménages par habitant
14. Taux de chômage, par sexe
15. Population active (en % de la population totale), par sexe, et le cas échéant, dans les secteurs structuré et informel



**Annexe I.B:**  
**Ensemble Minimal de Données Sociales Nationales**  
**(EMDSN)**  
**(pouvant être dérivé des données de recensement)**

Indicateurs recommandé	Données, éléments/variables requis	Tableaux correspondants dans les données de recensement
1. Population estimée par sexe, âge et groupe ethnique	Population totale, sexe, âge, nationalité et/ou groupe ethnique	Population par années d'âge et sexe. Population par nationalité et/ou groupe ethnique, âge et sexe
2. Espérance de vie à la naissance, par sexe	Nombre de décès au cours des 12 mois précédant le recensement, par âge et sexe	
3. Mortalité infantile, par sexe	Nombre de naissances vivantes au cours des 12 mois précédant le recensement; Nombre de décès d'enfants au cours des 12 mois précédant le recensement; Deaths of infants born within the 12 months (voir aussi les estimations indirectes de l'indicateur 4)	Population de femmes âgées de 15 à 49 ans, nombre de naissances vivantes et de décès parmi ces naissances
4. Mortalité des enfants, par sexe	Estimations indirecte de la mortalité des enfants basée sur les déclarations des femmes sur: Les naissances d'enfants par sexe et groupe d'âge de la mère Les enfants survivants par sexe et groupe d'âge de la mère Nombre total de femmes	Population de femmes âgées de 15 ans et plus, par âge, et nombre d'enfants nés vivants. Population de femmes âgées de 15 ans et plus, par âge, et nombre d'enfants vivants.
5. Nombre moyen d'années de scolarisation complétées, en zone urbaine/rurale, et si possible, par classe de revenu	Niveaux de formation Niveau et grade, sexe, et revenu	Population âgée de 15 ans et plus ne fréquentant pas l'école, par niveau, âge et sexe.
6. Nombre de personnes par pièce, non compris la cuisine et la salle de bain	Nombre de pièces Nombre d'occupants	Unités de logements par nombre de pièces classées par type d'unité et nombre d'occupants par unité
7. Revenu des ménages par habitant	Revenu total annuel du ménage, taille du ménage;	Ménages et effectifs des ménages par revenu annuel et taille de ménage.
8. Taux de chômage, par sexe	Statut de l'emploi; Sexe	Population âgée de 15 ans et plus par statut de l'emploi, statut matrimonial, âge et sexe.
9. Population active (en % de la population totale), par sexe	Statut de l'emploi; Sexe	Population âgée de 15 ans et plus par statut de l'emploi, statut matrimonial, âge et sexe.
10. Accès à l'eau potable	Système d'alimentation en eau Source de l'alimentation en eau	Types de logements classés par système d'alimentation et source d'alimentation d'eau.
11. Accès à l'assainissement	Installations sanitaires	Logements occupés par type, classés par type d'installations sanitaires.

\*) Le nombre de pièces n'inclut pas la cuisine.

**Annexe II**  
**Données détaillées sur la pauvreté en Afrique**  
**et années des enquêtes correspondantes**

	Lignes de pauvreté nationales en dollars américains						Lignes de pauvreté nationales en francs CFA					
	Année	Population en dessous de la ligne de pauvreté	Population en dessous de la ligne de pauvreté	Population en dessous de la ligne de pauvreté	Population en dessous de la ligne de pauvreté	Population en dessous de la ligne de pauvreté	Année	Population en dessous de la ligne de pauvreté	Population en dessous de la ligne de pauvreté	Population en dessous de la ligne de pauvreté	Population en dessous de la ligne de pauvreté	Population en dessous de la ligne de pauvreté
		en millions	en %	en millions	en %	en millions		en millions	en %	en millions	en %	en millions
<b>Algérie</b>	1988	16,6	7,3	12,2	1995	30,3	1,47	1995	2	17,6	4,4	
<b>Angola</b>												
<b>Benin</b>	1995			33								
<b>Botswana</b>												
<b>Burkina Faso</b>												
<b>Burundi</b>	1990			36,2								
<b>Cameroun</b>	1984	32,4	44,4	40								
<b>Côte d'Ivoire</b>												
<b>Gabon</b>												
<b>Gambie</b>	1992			64								
<b>Ghana</b>	1992	34,3	26,7	31,4								







### **Références**

1. Commission de Statistique des Nations Unies (30ème session, 1-5 Mars 1999):
  - Harmonization and rationalization of development indicators in the United Nations system (E/CN.3/1999/14).
  - Report on poverty statistics (E/CN.3/1999/15).
2. Combining the Quantitative and Qualitative Approaches to Poverty Measurement and Analysis, The Practice and the Potential. World Bank Technical Paper No.366 (Soniya Carvalho, Howard White).
3. La pauvreté dans les pays en développement: sa mesure statistique, préparé pour EUROSTAT par: M. Thierry Paccoud (EUROSTAT Working Paper).
4. Comparaison de la pauvreté Concepts et méthodes par Martin Ravallion (LSMS, Etude sur la mesure des niveaux de vie, Document de travail No. 122).